



Rapport financier semestriel relatif à l'établissement des comptes
intermédiaires pour la période

du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.188.800 €
Siège social : 16-18 rue Rivay – 92300 Levallois-Perret
RCS Nanterre 378 017 016

SOMMAIRE

I	Attestation du Responsable	3
II	Rapport semestriel d'activité	4
1	Événements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes.....	4
2	Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir	4
3	Principales transactions avec les parties liées.....	4
III	Comptes Consolidés Résumés au 30 juin 2018.....	5
1	Etats financiers consolidés résumés	5
1.1	Etat de situation financière au 30 juin 2018	5
1.2	Compte de résultat consolidé au 30 juin 2018	6
1.3	Etat du résultat global au 30 juin 2018.....	7
1.4	Variation des capitaux propres du Groupe.....	8
1.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2018.....	9
2	Notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	10
2.1	Principes comptables et règles d'évaluation	10
2.2	Faits marquants du premier semestre 2018	13
2.3	Événements postérieurs à la clôture.....	13
2.4	Périmètre de consolidation	13
2.5	Information sectorielle	14
2.6	Informations sur le bilan	14
2.7	Informations sur le compte de résultat.....	17
2.8	Déficits fiscaux	19
2.9	Effectifs	20
2.10	Engagements hors-bilan.....	20
2.11	Relations avec les parties liées	20
IV	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	22

I Attestation du Responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Levallois, le 28 septembre 2018

Le Président Directeur Général
David LASRY

II Rapport semestriel d'activité.

1 Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

Au 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires s'est établi à 25.166 milliers d'euros, matérialisant une solide croissance organique de 11%. La marge brute, qui inclut les coûts directs liés aux services, a progressé à un rythme comparable à celui des ventes à 13.201 milliers d'euros avec un taux qui reste pratiquement stable en comparaison de l'exercice précédent.

Le groupe a continué d'accroître de façon maîtrisée ses efforts de Recherche et de Développement, à un niveau inférieur à celui de la croissance des ventes, renforçant ainsi son effet de levier opérationnel. La progression du volume d'affaires s'est accompagnée d'une gestion rigoureuse des charges d'exploitation, avec une stabilisation des frais de marketing et une hausse très modérée des frais généraux et administratifs.

En conséquence, le résultat opérationnel courant s'améliore de 651 milliers d'euros, réduisant la perte semestrielle à - 718 milliers d'euros. Le groupe rappelle que compte tenu de la saisonnalité de son chiffre d'affaires, le premier semestre est traditionnellement en pertes. Après prise en compte des effets de change, le résultat net part du groupe s'établit à -854 milliers d'euros, soit une amélioration de 1.086 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 626 milliers d'euros, la capacité d'autofinancement positive de 964 milliers d'euros ¹ ayant été en partie absorbée par une variation de BFR ponctuellement défavorable. Sur la période, Dalet a également poursuivi ses investissements nets à hauteur de 2.000 milliers d'euros et affiche une trésorerie nette de 724 milliers d'euros au 30 juin².

2 Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Dalet confirme ses objectifs d'une croissance annuelle comprise entre 5 et 10% accompagnée d'une marge opérationnelle courante comprise entre 5% et 6% au 31 décembre 2018.

Dans un marché actuellement plus attentiste, le Groupe entend capitaliser sur le succès des solutions présentées au salon IBC Amsterdam (13 au 18 septembre) pour engranger de nouvelles prises de commandes au cours des prochains mois.

Il n'existe pas de risques ou incertitudes pour les six mois à venir complémentaires à ceux identifiés dans le Document de Référence 2017.

3 Principales transactions avec les parties liées

Voir le paragraphe 2.11 de l'annexe des comptes consolidés.

¹ Avant coût de l'endettement financier net et impôt

² Trésorerie et équivalents + disponibilités bloquées à long terme - dettes financières court terme et long terme

III Comptes Consolidés Résumés au 30 juin 2018

1 Etats financiers consolidés résumés

1.1 Etat de situation financière au 30 juin 2018

Etat de la situation financière	30-juin-18	31-déc.-17
(en milliers d'euros)	6 mois	12 mois
Goodwill	5 481	5 476
Immobilisations incorporelles	5 009	5 034
Immobilisations corporelles	1 197	1 286
Actifs financiers à long terme	389	349
Disponibilités bloquées à long terme	409	417
Autres actifs non courants	2 695	2 343
Impôts différés actifs	57	58
ACTIF NON COURANT	15 236	14 963
Stocks	302	353
Clients	18 459	17 823
Autres débiteurs	2 115	1 288
Trésorerie et équivalent trésorerie	4 522	6 528
Actifs d'impôt exigible	365	412
ACTIF COURANT	25 764	26 404
TOTAL ACTIF	41 000	41 366
Capital	7 189	7 189
Primes	9 682	9 682
Réserves consolidées	-3 187	-3 904
Résultat Net part du groupe	-854	727
Réserves de Conversion	1 450	1 495
Capitaux propres part du groupe	14 279	15 189
Intérêts minoritaires	9	9
CAPITAUX PROPRES	14 289	15 198
Dettes financières à long terme	2 700	2 550
Provisions à long terme	711	733
Impôt différés passifs	671	548
Autres passifs non courants	863	811
PASSIF NON COURANT	4 946	4 641
Provisions à court terme	154	609
Dettes financières à court terme	1 487	1 789
Dettes d'impôt exigible	36	101
Fournisseurs	3 475	3 077
Dettes fiscales et sociales	4 856	4 583
Autres créditeurs	11 757	11 369
PASSIF COURANT	21 765	21 527
TOTAL PASSIF	41 000	41 366

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2018

Compte de Résultat Consolidé	30-juin-18	30-juin-17
(en milliers d'euros)	6 mois	6 mois
Chiffre d'affaires	25 166	22 694
Coût des ventes	-11 965	-10 657
Marge brute	13 201	12 037
Frais de recherche et développement	-6 423	-5 992
Frais de marketing et vente	-4 839	-4 890
Frais généraux et administratifs	-2 674	-2 600
Résultat Opérationnel Courant	-734	-1 445
Autres produits et charges opérationnels	16	76
Résultat Opérationnel	-718	-1 369
Charges et produits financiers	110	-325
Résultat courant avant impôt	-608	-1 694
Impôt sur les résultats	-246	-246
Résultat net de l'ensemble consolidé	-854	-1 940
Résultat Net part du groupe	-854	-1 940
Résultat des minoritaires	0	0
Résultat net par action (en euros)	-0,24 €	-0,54 €
Résultat net dilué par action (en euros)	-0,22 €	-0,50 €
Nombre moyen d'actions	3 593 680	3 593 680
Nombre moyen d'actions dilué	3 889 239	3 889 239
Nombre d' actions ordinaires	3 593 680	3 593 680
Options de souscription d'actions	néant	néant
Actions gratuites	295 559	295 559

1.3 Etat du résultat global au 30 juin 2018

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Résultat net	-854	-1 940
Eléments recyclables en résultat	-80	-192
Ecart de conversion de consolidation	-46	-297
Ecart de conversion sur les créances rattachées à des participations	-34	105
Eléments non recyclables en résultat	8	13
Ecart actuariels	8	13
Résultat global	-926	-2 119
dont part du groupe	-926	-2 119
dont intérêts minoritaires	0	0

1.4 Variation des capitaux propres du Groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2016	7 187	9 682	-4 117	2 276	-60	182	15 150	9	15 159
Résultat net du premier semestre 2017			-1 940				-1 940	0	-1 940
<i>Ecart de conversion</i>			105	-297			-192		-192
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			13				13		13
Total des autres éléments du résultat global			118	-297			-179		-179
Résultat global							-2 119	0	-2 119
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites						42	42		42
Titres auto-contrôle					-9		-9		-9
Résultat / titres auto-contrôle			-1				-1		-1
Autres			-104				-104		-104
situation IFRS au 30 juin 2017	7 187	9 682	-6 044	1 979	-68	224	12 960	9	12 969
Résultat net du second semestre 2017			2 667				2 667	1	2 667
<i>Ecart de conversion</i>			31	-484			-453		-453
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			-31				-31		-31
Total des autres éléments du résultat global			1	-484			-483		-483
Résultat global							2 183	1	2 184
Augmentation de capital	1		-1						
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites			93			-63	29		29
Titres auto-contrôle					7		7		7
Résultat / titres auto-contrôle			6				6		6
Autres			3				3	0	3
situation IFRS au 31 décembre 2017	7 189	9 682	-3 276	1 495	-61	160	15 189	9	15 198
Résultat net du premier semestre 2018			-854				-854	0	-854
<i>Ecart de conversion</i>			-34	-46			-80	0	-80
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			8				8		8
Total des autres éléments du résultat global			-26	-46			-72	0	-72
Résultat global							-926	0	-926
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites						29	29		29
Titres auto-contrôle					-28		-28		-28
Résultat / titres auto-contrôle			15				15		15
situation IFRS au 30 juin 2018	7 189	9 682	-4 142	1 450	-89	190	14 279	9	14 289

1.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2018

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	30-juin-18 6 mois	31-déc.-17 12 mois	30-juin-17 6 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	-854	728	-1 940
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	1 619	4 397	1 764
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	29	72	42
-/+ Plus et moins-values de cession	-8	6	2
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	786	5 202	-132
+ Coût de l'endettement financier net	-68	7	32
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	246	754	246
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	964	5 963	146
- Impôts versé (B)	-236	-480	-247
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	-102	-449	2 447
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	626	5 035	2 345
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 000	-3 602	-1 764
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	28	83	76
+/- Variation des prêts et avances consentis	-30	10	-72
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-2 002	-3 509	-1 761
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-28	-1	-9
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	800	1 020	423
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-614	-1 411	-649
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	67	6	-24
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	-905	-727	-712
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-679	-1 114	-971
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	-28	-357	-225
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	-2 083	55	-612
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>			
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	4 284	6 367	5 701
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>			
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	6 367	6 313	6 313
Variation	-2 083	55	-612

Détail de la variation du B.F.R. (en milliers d'euros)	30-juin-18 6 mois	31-déc.-17 12 mois	30-juin-17 6 mois
Stocks (net des dépréciations de stocks)	53	67	135
Clients (net des dépréciations de créances clients)	-408	-1 079	930
Autres débiteurs	-622	-263	324
Fournisseurs	382	-781	-1 125
Dettes fiscales et sociales	289	391	630
Autres créditeurs	204	1 216	1 553
Variation du B.F.R. lié à l'activité	-102	-449	2 447

2 Notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

2.1 Principes comptables et règles d'évaluation

2.1.1 Déclaration de conformité et référentiel comptable du groupe

Les états financiers consolidés résumés du groupe Dalet au 30 juin 2018 intègrent les comptes de Dalet SA et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés au 30 juin 2018 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Les états financiers consolidés résumés du groupe au 30 juin 2018 ont été établis conformément à la norme « IAS 34 états financiers intermédiaires ».

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 13 septembre 2018.

2.1.2 Principes comptables du 1^{er} semestre 2018

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2018 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2017.

Les normes comptables internationales appliquées dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2018 sont celles d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à cette date. Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, les amendements de normes ou interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2018.

- IFRS 9 – Instrument financier - Norme applicable au 1^{er} janvier 2018.

Le 24 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. Cette dernière introduit des changements importants par rapport à la norme IAS 39 :

- les dispositions relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers reposent désormais sur l'analyse conjointe du modèle de gestion de chaque portefeuille d'actifs et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers ;
- le modèle de dépréciation a abandonné l'approche fondée sur les pertes de crédit avérées au profit d'une approche retenant les pertes de crédit attendues ;
- les dispositions relatives à la comptabilité de couverture

Le groupe n'a pas identifié de modification significative sur le classement et l'évaluation des actifs financiers.

Une analyse détaillée du modèle de dépréciation des actifs financiers et notamment des créances clients a été effectuée. Les clients du groupe sont des acteurs importants. En effet, le modèle de dépréciation imposé par IFRS 9, fondé sur les pertes de crédit attendues, n'a pas de conséquences significatives sur les comptes consolidés du groupe.

- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients - Norme applicable au 1er janvier 2018.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo destinés aux diffuseurs Radio et Télévision, et plus généralement tous les producteurs de médias. Son chiffre d'affaires est composé principalement de ventes de licences, matériels, services de maintenance et d'intégration (cf note 2.5.2) Les licences octroyées par Dalet sont dites « statiques » et n'ouvrent droit qu'à la propriété intellectuelle telle qu'elle existe à la date à laquelle la licence est attribuée.

La norme IFRS 15 constitue le nouveau cadre de référence permettant de déterminer le mode de comptabilisation des produits selon l'exécution des obligations de performance. Elle remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment IAS 18 – Produits des activités ordinaires, IAS 11 – Contrats de construction et leurs interprétations. Le Groupe a adopté IFRS15 selon la méthode rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 n'a pas été retraitée. Au regard des travaux d'analyse qui ont été menés et qui sont résumés ci-après, l'application d'IFRS 15 est sans impact sur les capitaux propres d'ouverture, l'état de situation financière et le compte de résultat consolidés au 30 juin 2018.

Dalet a réalisé une analyse de ses transactions et de ses principaux contrats au regard des cinq étapes décrites par la norme afin d'identifier les éventuels changements engendrés par l'application de cette nouvelle norme.

Les conclusions de cette analyse sont résumées ci-dessous :

- Identification du contrat - modification de contrat

L'analyse a été menée en distinguant les contrats de type « Projets » des contrats de type « Maintenance »

Les pratiques commerciales en place au sein du groupe permettent l'identification des contrats ainsi que les modifications éventuelles conformément à la nouvelle norme.

- Identification des obligations de prestation ou de performance

Le niveau d'analyse des contrats mis en place par le groupe permet d'identifier les obligations distinctes. Ces obligations sont regroupées en obligations de performance au sens de la nouvelle norme. En ce qui concerne les contrats combinant des ventes de licences et des services d'intégration complexe, l'obligation de performance est considérée comme unique.

- Détermination du prix de transaction/Modification du prix de transaction

Le montant du prix de transaction est déterminé de manière ferme au moment de l'acceptation de la proposition commerciale émise par Dalet. Le groupe ne pratique pas de contrepartie variable. Les modifications éventuelles du prix de transaction liées au contrat, dès lors qu'il ne s'agit pas de biens ou services distincts de la commande d'origine, se matérialisent par des commandes additionnelles. Elles sont intégrées au contrat existant comme un ajustement du prix de transaction alloué aux différentes natures de prestations.

- Répartition du prix de la transaction entre les obligations de prestation

L'offre commerciale permet l'allocation du prix aux différentes obligations de prestation et de performance conformément aux exigences de la norme. Le cas échéant, les remises commerciales sont affectées à chaque nature de prestation. Il n'existe pas de remise globale non allouée.

- Obligations de prestations remplies et comptabilisation du chiffre d'affaires

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

Pour les contrats de type « projets », le chiffre d'affaires relatif aux licences et services d'intégration est comptabilisé à l'avancement car le groupe crée un système personnalisé dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation.

Les contrats comprennent un échéancier de facturation correspondant à des jalons techniques et constituant un droit exécutoire à paiement.

Le groupe utilise la méthode de l'avancement par les coûts. Le pourcentage d'avancement est fondé sur les coûts encourus à la date considérée par rapport à l'estimation totale des coûts à terminaison du contrat qui est périodiquement révisée. Les coûts d'exécution des contrats sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Une provision pour contrat déficitaire est constituée s'il est probable que les coûts d'exécution seront supérieurs aux avantages y afférent.

Pour les contrats de « maintenance », le chiffre d'affaires est constaté prorata temporis sur la durée du contrat.

Pour les ventes de matériel et de licences seules, le chiffre d'affaires est reconnu à la livraison ou lors de la mise à disposition des droits d'utilisation.

Les autres sujets suivants de la norme ont été traités :

- Coûts d'obtention des contrats

Dans certains cas, des commissions sont versées à des intermédiaires pour l'obtention de contrats. Celles-ci sont étalées sur la durée d'exécution des contrats. S'agissant des commissions sur les contrats de maintenance, ces dernières seront capitalisées dès lors que leur impact sera jugé significatif.

- Activités de revente (agent ou principal)

Dans le cadre de ses contrats, le groupe peut être amené à revendre du matériel, des logiciels, de la maintenance et d'autres services achetés à des fournisseurs tiers. Généralement, le groupe agit pour son propre compte car il obtient le contrôle du matériel, des logiciels ou des services avant de les transférer au client, conserve la responsabilité première d'exécution de l'ensemble des prestations, fixe le prix des biens ou services, supporte le risque de crédit et n'est pas rémunéré sous forme de commission. Notamment, le recours à des sous-traitants pour l'exécution d'une prestation ne remet pas en cause le statut de « principal ». Dans ce cas, les transactions (achat et revente) sont présentées sur une base brute dans le compte de résultat.

- Composantes de financement

Si le délai de paiement attendu entre la date de comptabilisation du chiffre d'affaires et la date de paiement par le client est supérieur à 12 mois, le groupe détermine si un avantage de financement a été accordé au client et lorsqu'il apparaît significatif, le comptabilise séparément du chiffre d'affaires.

- IFRS 16 – Contrats de location - Norme applicable au 1er janvier 2019

La nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » d'application au premier janvier 2019, aura pour effet, chez le preneur, la comptabilisation à l'actif du bilan d'un droit d'utilisation amortissable et au passif d'une dette de location. Le groupe a commencé à collecter les informations nécessaires à l'application de la nouvelle norme ainsi qu'aux mesures d'impact des différentes options offertes. Ces travaux sont en cours, et à ce jour, le groupe n'est pas en mesure de communiquer ni sur les impacts de l'application des nouvelles règles, ni sur le choix de la méthode de transition.

2.1.3 Jugements et estimations de la direction

La préparation des états financiers consolidés résumés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés résumés, à l'exception des points décrits ci-dessous, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

2.2 Faits marquants du premier semestre 2018

Néant

2.3 Événements postérieurs à la clôture

Néant

2.4 Périmètre de consolidation

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni
Dalet Brasil LTDA	Intégration Globale	99%	99%	Brésil

2.5 Information sectorielle

2.5.1 Analyse par secteur géographique

Le chiffre d'affaires par secteur géographique est le suivant :

(en milliers d'euros)	30-juin-18		30-juin-17	
Europe	10 957	44%	9 114	40%
Amériques	9 783	39%	8 539	38%
Afrique Moyen Orient	1 250	5%	1 327	6%
Asie Pacifique	3 175	13%	3 714	16%
Total	25 166	100%	22 694	100%

2.5.2 Analyse par nature

(en milliers d'euros)	30-juin-18		30-juin-17	
Edition de logiciels	15 649	62%	14 200	63%
<i>Licences</i>	7 094	28%	5 853	26%
<i>Maintenance - Support</i>	8 555	34%	8 347	37%
Services	5 626	22%	5 037	22%
Matériels	3 892	15%	3 457	15%
Total	25 166	100%	22 694	100%

2.6 Informations sur le bilan

2.6.1 Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe concerne les sociétés Dalet Italia acquise le 9 juillet 2010 pour 1.948 milliers d'euros et AmberFin acquise le 6 avril 2014 pour 3.428 milliers de livres sterling.

(en milliers d'euros)	30-juin-18	31-déc.-17
Valeur nette à l'ouverture	5 476	5 604
Ecart de conversion	5	-128
Valeur nette à la clôture	5 481	5 476

2.6.2 Frais de développement

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours du semestre représentent 1.831 milliers d'euros. La dotation aux amortissements sur cette même période est de 1.703 milliers d'euros, avec pour conséquence un impact positif de 128 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant. L'impôt différé calculé sur l'actif net génère une charge d'impôt de 152 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Frais de développement immobilisés sur la période	1 831	1 387
Dotation aux amortissements	-1 703	-1 409
Impact sur le résultat opérationnel courant	128	-22
Impôts différés	-152	2
Impact sur le résultat net	-24	-20

2.6.3 Disponibilités bloquées à long terme - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30-juin-18		31-déc.-17	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de cautions bancaires		395		403
Comptes bancaires	4 487		6 492	
SICAV gagées	35		36	
Trésorerie et équivalent trésorerie	4 522		6 528	
Disponibilités bloquées à long terme		409		417

2.6.4 Capitaux propres et évolution du nombre d'actions

Au 30 juin 2018, le capital social de Dalet est représenté par 3.594.400 actions (catégories A et B) d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.188.800 euros.

Actions propres :

Au 30 juin 2018, le groupe détient 9.214 actions propres, se décomposant en :

- actions en attente d'affectation : 4 441
- actions détenues sur un contrat de liquidité : 4 773

Stock Options :

Néant

Actions Gratuites :

L'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires n'est définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans.

Actions gratuites	31-dec-17 (12 mois)	30-juin-18 (6 mois)
Droits d'attribution accordés au cours de la période	néant	néant
Droits d'attribution perdus au cours de la période	néant	néant
Actions acquises à l'issue de la période d'acquisition	720 (1)	néant

Le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015 a été décidé l'attribution de 3.000 actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre. Au 9 avril 2017, 720 actions de catégorie B ont été définitivement attribuées.

Le capital potentiel au 30 juin 2018 se résume de la façon suivante :

Nombre et nature des titres (catégorie A)	30-jun.-18
Actions ordinaires	3 593 680
Actions gratuites en attente d'attribution	néant
Actions gratuites potentielles en attente d'attribution	300 000
Actions auto détenues	4 441
Total à créer	295 559
Total potentiel	3 889 239

Etant donné le total des actions potentielles à créer, la dilution totale maximale au 30 juin 2018 (rapport du nombre de titres pouvant être créés sur le nombre de titres composant le capital) est de 8,2 %.

2.6.5 Détail des actifs et passifs d'impôts différés

Il existe dans le groupe des déficits fiscaux sur plusieurs sociétés.

Au 30 juin 2018, il ne figure pas au bilan consolidé d'actif d'impôt différé correspondant à ces déficits fiscaux.

(en milliers d'euros)	30-juin-18	31-déc.-17
Impôts différés actif		
Déficits imputables sur déficits fiscaux futurs	0	0
Autres différences temporaires	57	58
Total	57	58
Impôts différés passif		
Activation des frais de développement	521	369
Incorporels AmberFin	151	178
Total	671	548

2.7 Informations sur le compte de résultat

2.7.1 Marge Brute

La marge brute se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et le cout des ventes.

Le cout des ventes comporte :

- les achats liés aux ventes de matériels (achats de hardware, couts de transport, services d'installation ou d'assistance, logiciels tiers...),
- les charges de personnels des équipes intervenant dans la mise en œuvre des solutions (gestion de projet, formation, ...),
- les couts directs (sous-traitance, frais de voyages et déplacement, ...)
- une quote-part de frais généraux et d'amortissements.

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17		
Chiffre d'affaires	25 166	22 694		
Edition de logiciels	15 649	14 200		
Services	5 626	5 037		
Matériels	3 892	3 457		
Coût des ventes	-11 965	-10 657		
Achats de matériels et services associés	-2 977	-2 737		
Charges de personnel	-5 704	-5 153		
Autres charges	-3 284	-2 767		
Marge brute	13 201	12 037	52%	53%

2.7.2 Compte de résultat par nature – Marge brute commerciale – EBITDA

La marge brute commerciale se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les achats de matériels et services associés liés aux ventes de matériels : achats de hardware, couts de transport, services d'installation ou d'assistance, logiciels tiers...

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Chiffre d'affaires	25 166	22 694
Achats de matériels et services associés	-2 977	-2 737
Marge brute commerciale	22 189	19 957
<i>Taux de marge</i>	<i>88,2%</i>	<i>87,9%</i>
Autres achats externes	-7 459	-6 649
Charges de personnel	-13 363	-12 747
Impôts et taxes	-101	-99
Autres produits et charges d'exploitation	4	-21
EBITDA	1 271	442
Dotations aux amortissements & provisions nettes des reprises	-2 005	-1 886
Résultat Opérationnel Courant	-734	-1 445

2.7.3 Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Immobilisations incorporelles	1 870	1 582
<i>logiciels externes</i>	<i>19</i>	<i>21</i>
<i>frais de développement et logiciels</i>	<i>1 852</i>	<i>1 561</i>
Immobilisations corporelles	218	219
Total	2 088	1 800

2.7.4 Charges et Produits financiers

Les charges et produits financiers se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Produit de trésorerie et équivalent de trésorerie	129	34
Coût de l'endettement financier brut	-61	-66
Coût de l'endettement financier net	68	-32
Autres produits et charges financiers	42	-293
Total	110	-325

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Perte de change	-235	-357
Gain de change	278	67
Autres produits et charges	-2	-3
Total	42	-293

2.7.5 Impôts sur les résultats

Le détail de l'impôt est le suivant :

(en milliers d'euros)	30-juin-18	30-juin-17
Impôts	-121	-288
Produit (Charge) d'impôt exigible	-38	-89
Retenue à la source	-3	-144
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	-80	-55
Impôts différés	-125	42
Impôts différés sur frais de développement	-123	43
Autres impôts différés	-1	-1
Total	-246	-246

2.8 Déficits fiscaux

Il existe dans le groupe des déficits fiscaux sur plusieurs sociétés.

Seuls les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été activés pour un montant de 412 milliers de dollars, identique au montant figurant au 31 décembre 2017. Les déficits fiscaux des autres entités ne l'ont par contre pas été en raison du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

2.9 Effectifs

Au 30 juin 2018, le groupe emploie 365 salariés « équivalents temps pleins » et possède 14 VIE sous contrat avec BusinessFrance.

Total personnel équivalent temps plein moyen au cours de la période	30-juin-17 6 mois	31-déc-17 12 mois	30-juin-18 6 mois
Salariés	318	327	353
VIE (Business France)	16	14	12
Stagiaires	0	1	2
Total	334	342	367

2.10 Engagements hors-bilan

2.10.1 Cautions bancaires émises pour le compte du groupe

Au 30 juin 2018, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe (contrats de locations, caution de restitution d'acompte, de garantie de bonne fin, de soumission, ...) représentent 123 milliers d'euros.

Ces cautions ont des échéances au-delà d'un an.

2.10.2 Nantissements et autres engagements donnés

Les contrats de prêt souscrits pour le financement des acquisitions de Dalet Italia et AmberFin ont fait l'objet de prises de garanties de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement du fonds de commerce de Dalet à hauteur de 2.040 milliers d'euros.

2.10.3 Engagements reçus

Néant

2.11 Relations avec les parties liées

2.11.1 Relations au sein des filiales

Les filiales entretiennent des relations dans le cadre des opérations commerciales menées au sein du groupe. Ces relations sont encadrées par des conventions qui établissent des conditions de refacturation à des niveaux comparables à ceux du marché. On va trouver principalement :

Entre toutes les sociétés du groupe :

- Des avances et prêts destinés à optimiser la trésorerie de groupe en vertu des conventions de trésorerie
- Des facturations de services ou de détachement de personnel

Spécifiquement entre les filiales et la maison mère :

- La facturation des dépenses de R&D à la société mère Dalet SA, détentrice des droits incorporels sur les logiciels développés au sein du groupe.
- Des royalties facturées par Dalet SA à ses filiales revendant les logiciels.

Les flux de résultat ainsi que les soldes de bilan à la clôture sont éliminés en consolidation.

Dans le cadre des opérations commerciales du groupe, Dalet SA peut être amenée à fournir des garanties bancaires pour le compte de ses filiales.

2.11.2 Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants comportent une partie fixe et une partie variable attribuée en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe.

Il est précisé que Monsieur Lasry (PDG) bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Les actions gratuites émises au profit des dirigeants sont assorties de condition de performance.

Aucun des administrateurs en poste ne bénéficie d'options de souscription d'actions.

IV Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

A l'Assemblée Générale de la société Dalet,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Dalet, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note « 2.1.2. Principes comptables du 1^{er} semestre 2018 » des comptes consolidés semestriels résumés du 30 juin 2018 qui présente les incidences de la première application des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments Financiers ».

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 28 septembre 2018

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

S & W Associés

Ariane Bucaille
Associée

Julie Benzaquen
Associée